

OGM EN BOLIVIE

Dilemmes et incertitudes

En Bolivie, la question des OGM dans l'agriculture et l'agro-industrie suscite de nombreux débats. Chaque secteur concerné défend vigoureusement sa position sur le sujet. Car en plus d'être particulièrement sensible, le problème revêt de multiples facettes : politiques, économiques, socioculturelles, écologiques et éthiques...

Bolivie, affirmant que cette souveraineté et cette biodiversité sont menacées tant que l'on aura recours aux OGM car, d'une part, les semences importées sont brevetées par des multinationales, ce qui génère une dépendance alimentaire et économique, et, d'autre part, elles contaminent génétiquement les cultures natives, réduisant ainsi la biodiversité.

« A propos des OGM, la Constitution reste floue ».

La Nature, comme loi fondatrice

En Bolivie, le président Evo Morales a promulgué le 15 octobre dernier la loi de la Terre-Mère (*Madre Tierra*) et du «développement intégral» (*Desarrollo Integral*) pour «bien vivre» (*Vivir Bien*). Avec la nature comme alliée, cette loi s'oppose à l'agriculture hyperproductiviste et propose une nouvelle justice climatique. Pour un éclairage sur le contenu de cette loi, consultez notre article en page 24.

Le débat sur les OGM a été ravivé ces derniers mois en raison de certains éléments de la loi-cadre de la «*Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien*»¹ promulguée le 15 octobre 2012, qui entérine la position politique et idéologique du gouvernement. Celle-ci, émanant des revendications de groupements paysans-indigènes (qui ont participé activement à l'élaboration de ladite loi), repose avant tout sur le développement durable, la souveraineté alimentaire, la protection de la nature et de la biodiversité, dans le cadre de la notion du «bien-vivre» qui sert de socle à la constitution politique de l'État.

Interdiction et élimination progressive

Sur la base de ces priorités, les points 7 et 8 de l'article 24 interdisent l'introduction, la production, l'usage, la dissémination dans l'environnement et la commercialisation de semences génétiquement modifiées, que celles-ci soient ou non originaires de Bolivie; ils encouragent aussi l'élimination progressive des cultures OGM autorisées jusque-là dans le pays, le tout afin de protéger le patrimoine génétique de la biodiversité agricole.

Les organisations membres de l'Aopeb (Association d'organisations de producteurs écologiques de Bolivie) ont manifesté leur satisfaction de voir promulguée la loi de la «*Madre Tierra*» en envoyant une note de félicitation au président. Les membres de l'Aopeb cherchent en effet avant tout à renforcer la souveraineté alimentaire et la protection de la biodiversité génétique en

Le puissant secteur agro-industriel de l'Oriente (est du pays), en particulier du département de Santa Cruz, a rejeté la loi *Madre Tierra*. En cause : plusieurs articles de la loi, notamment ceux qui se réfèrent à l'interdiction et à l'élimination progressive des semences génétiquement modifiées, vu que l'agriculture et l'agro-industrie sont les principales activités économiques de la région et que celles-ci reposent sur les cultures OGM, en particulier celles de soja, dont on estime que 95 % sont génétiquement modifiées et qui représentent 70 % des surfaces cultivées dans la zone de Santa Cruz.

Le président de l'Association nationale de producteurs d'oléagineux et de blé (Anapo), Demetrio Pérez, et les producteurs associés à la *Cámara Agropecuaria del Oriente* (CAO)², ont déclaré que l'interdiction et l'élimination progressive de soja OGM limiteraient l'expansion des surfaces cultivées, ce qui réduirait la productivité et la compétitivité du secteur, en plus d'entraîner le désapprovisionnement en denrées alimentaires sur les marchés du pays, avec pour conséquence une hausse des prix.

Selon l'Institut bolivien du commerce extérieur, les exportations de soja se sont en effet élevées, l'an dernier, à quelque

1 : Littéralement « terre mère et développement intégral pour le bien-vivre »

2 : Chambre Agricole de l'Oriente (la zone « basse » du pays, qui occupe grosso modo la moitié est de la Bolivie)

[Suite à la page suivante >](#)

800 millions de dollars américains, ce qui en fait le secteur rapportant le plus de devises après le gaz et les minerais, en plus de générer quelque 100 000 emplois directs et indirects.

Amendements consentis

Face à ces inquiétudes et au rejet, par le secteur agro-industriel de la région de Santa Cruz, des aspects de la loi *Madre Tierra* mentionnés plus haut, le président Evo Morales, dans le souci de garantir la sécurité alimentaire du pays, a consenti à y apporter des amendements, notamment en ce qui concerne l'interdiction et l'élimination d'aliments produits à partir de semences OGM.

Mais cette nouvelle position du gouvernement démontre, une fois de plus, la complexité de la question des OGM et,

surtout, la difficulté d'en harmoniser les multiples facettes correspondant aux revendications et intérêts divergents – et même contradictoires – des différents secteurs de la société.

La Constitution adoptée en février 2009 est d'ailleurs elle-même, sur ce sujet, très floue : si le point 8 de l'article 255 sur les relations internationales établit « *la sécurité et la souveraineté alimentaires pour l'ensemble de la population* », ainsi que « *l'interdiction d'importer, de produire et de commercialiser des OGM et autres éléments toxiques qui nuisent à la santé et à l'environnement* », l'article 409 se borne à stipuler que la production, l'importation et la commercialisation d'aliments transgéniques doivent simplement être soumises à une *régulation*. Une contradiction

que l'on retrouve aussi dans la loi de la Révolution productive communautaire agricole promulguée le 26 juin 2011, qui évoque très confusément une régulation des OGM dans ses articles 15 et 19.

En bref, le gouvernement, qui doit ménager la chèvre et le chou, a devant lui un défi de taille : arriver à concilier les intérêts de chacun et faire en sorte que les différentes positions sur la question des OGM confluent le plus harmonieusement possible vers un état de développement respectueux de l'environnement et de la biodiversité sans, pour autant, négliger les besoins économiques de la population. ■

Article rédigé par Rodrigo Delgado Quiroga, journaliste bolivien, et traduit par Emmanuel Juste